

# MIROIRS ÉTENDUS

Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901

150 rue d'Isly, 59000 Lille

No. Siren : 811 404 540

## RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2022

À l'assemblée générale de l'association Miroirs Étendus,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Miroirs Étendus relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période allant de la date de notre nomination à la date d'émission de notre rapport.

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations. Nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'association relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le trésorier.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Paris,  
le 25 septembre 2024

Nicolas Gurnot  
*Commissaire aux comptes*

## **ANNEXE**

### **DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

# Bilan Actif (Euro)

MIROIRS ETENDUS

	Brut	Amortiss. provisions	Net au 31/12/2022
<b>Actif immobilisé</b>			
<b>Immobilisations incorporelles</b>			
Frais d'établissement			
Frais de recherche & développement			
Donations temporaires d'usufruit			
Concessions, brevets, droits et valeurs similaires			
Autres immobilisations incorporelles / avances et acomptes			
<b>Immobilisations corporelles</b>			
Terrains			
Constructions			
Installations techniques, mat. & out. industriels	29 778	20 198	9 581
Autres immobilisations corporelles	4 313	4 313	
Immobilisations en cours / avances et acomptes			
<b>Immobilisations financières</b>			
Participations & créances rattachées			
Autres titres immobilisés	250		250
Prêts			
Autres immobilisations financières			
<b>Total I</b>	<b>34 341</b>	<b>24 511</b>	<b>9 831</b>
<b>Actif circulant</b>			
<b>Stocks</b>			
Matières premières et autres approvisionnements			
En cours de production de biens			
En cours de production de services			
Produits intermédiaires finis			
Marchandises			
<b>Créances</b>			
Créances clients, usagers et comptes rattachés	45 795		45 795
Créances reçues par legs ou donations			
Fournisseurs débiteurs			
Avances et acomptes versés sur commandes			
Personnel	96		96
Etat et autres collectivités publiques	25 575		25 575
Autres créances	84 010		84 010
<b>Trésorerie</b>			
Valeurs mobilières de placement			
Disponibilités	180 334		180 334
<b>Comptes de régularisation</b>			
Charges constatées d'avance			
<b>Total II</b>	<b>335 812</b>		<b>335 812</b>
Frais d'émission d'emprunt à étaler			
Prime de remboursement des obligations			
Ecarts de conversion actif			
<b>Total III</b>			
<b>Total actif</b>	<b>370 153</b>	<b>24 511</b>	<b>345 642</b>

# Bilan Passif (Euro)

MIROIRS ETENDUS

	Net au 31/12/2022
<b>Fonds propres</b>	
Fonds propres statutaires	
Fonds propres complémentaires	
Fonds propres statutaires	
Fonds propres complémentaires	
Réserves statutaires ou contractuelles	
Réserves pour projet de l'entité	
Autres réserves	
Report à nouveau	145 599
Excédent ou déficit de l'exercice	13 045
Total des fonds propres (situation nette)	158 644
<b>Fonds propres</b>	
Subventions d'investissement	
Provisions réglementées	
<b>Total I</b>	<b>158 644</b>
<b>Fonds reportés et dédiés</b>	
Fonds reportés liés aux legs ou donations	
Fonds dédiés	
<b>Total II</b>	
<b>Provisions pour risques et charges</b>	
Provisions pour risques	
Provisions pour charges	
<b>Total III</b>	
<b>Dettes</b>	
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	
- Emprunts	
- Découverts, concours bancaires	
Emprunts et dettes financières diverses	
Avances & acomptes reçus sur commandes en cours	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	39 889
Dettes des legs ou donations	200
Dettes fiscales et sociales	
- Personnel	12 525
- Organismes sociaux	12 352
- Etat et Autres collectivités publiques	5 891
- Autres dettes fiscales & sociales	439
Dettes sur immobilisations & comptes rattachés	4 481
Autres dettes	807
Produits constatés d'avance	110 416
<b>Total IV</b>	<b>186 998</b>
Ecarts de conversion passif	
<b>Total passif</b>	<b>345 642</b>

# Compte de résultat (Euro)

MIROIRS ETENDUS

	Du 01/01/2022 au 31/12/2022	% C.A.
<b>Produits d'exploitation</b>		
Cotisations	66 300	
Vente de biens		
Ventes de prestations de services	346 496	
Concours publics et subventions d'exploitation	210 894	
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amort. et prov., transfert de charges		
Utilisation des fonds dédiés		
Autres produits	9	
<b>Total</b>	<b>623 699</b>	
<b>Charges d'exploitation</b>		
Achats de marchandises	4 209	
Variations de stocks (marchandises)		
Achats de m. p. & aut. approv.		
Variations de stocks (m. p.)		
Autres achats & charges ext.	339 988	
Aides financières		
Impôts, taxes et vers. assim.	4 585	
Salaires et traitements	183 877	
Charges sociales	77 603	
Amortissements et provisions	4 944	
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	12 783	
<b>Total</b>	<b>627 989</b>	
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>-4 289</b>	
Produits financiers	343	
Charges financières		
<b>Résultat financier</b>	<b>343</b>	
<b>Résultat courant</b>	<b>-3 946</b>	
Produits exceptionnels		
Charges exceptionnelles		
<b>Résultat exceptionnel</b>		
Participation des salariés		
Impôts sur les bénéfices	-16 991	
<b>Excédent ou Déficit</b>	<b>13 045</b>	
	<b>Bénéfice</b>	

Miroirs Étendus a pour missions la défense d'une vision ouverte de l'opéra, la création ou promotion d'opéras d'aujourd'hui, la production ou coproduction de spectacles ou concerts lyriques ou musicaux, le soutien à l'activité de structures de spectacle vivant et l'organisation de tout évènement ou activité liés à ces missions.

L'ensemble revisite les répertoires de la musique écrite jusqu'à la création contemporaine, combinant la musique acoustique, souvent sonorisée, à la musique électronique.

Elle collabore avec d'autres structures de production pour la création de grandes formes d'opéra, de spectacles liant fortement théâtre et musique au plateau, ou d'autres types d'objets lyriques, jusqu'au film. Dans sa région des Hauts-de-France, elle organise le festival Là-Haut, en partenariat avec l'Atelier Lyrique de Tourcoing, la Barcarolle à Saint-Omer et de nombreux autres acteurs culturels et sociaux.

Miroirs Étendus est associée à La Brèche festival, en résidence à l'Opéra de Rouen Normandie, à l'Atelier Lyrique de Tourcoing, au Théâtre impérial de Compiègne et à l'Orchestre national de Lille, et soutenue par la Caisse des Dépôts, mécène principal, la Région Hauts-de-France, le ministère de la Culture — DRAC Hauts-de-France, et la Fondation Orange.

Les représentations d'*Orphée et Eurydice* ont été reprises en février 2023 au Théâtre de l'Athénée à Paris ce qui explique le report des aides et subventions sur l'exercice 2023 (15.000€ du Théâtre de Compiègne (CACCV) et des 15.000€ de l'Opéra de Rouen versés en apport de coproduction et 7.050€ de la spedidam).

La subvention de 3.356€ de la Fondation Royaumont est affectée à l'exercice 2023 pour l'exploitation du spectacle du *Conte du Ventemps* dont la création a eu lieu au festival de la Brèche à Aix-les-Bains en avril 2023.

La création des *Vêpres* a commencé en 2021 pour durer jusqu'en 2022 (résidences dramaturgiques), la diffusion du spectacle va durer jusque sur l'exercice 2024. La subvention du CNM de 3.000€, les apports en coproduction de l'Opéra de Rouen (40.000€) et du Théâtre du Beauvaisis (15.000€) sont reportés sur l'exercice 2024 pour couvrir cette reprise.

La subvention de 2010€ du CNM pour *Winterreise* est reportée sur la période d'exploitation prévue en janvier 2024 à Grenoble.

La compagnie continue sa structuration : Le poste de direction de production va passer de 30 à 50% et le poste de chargée d'administration de 80 à 100% de temps de travail. Les 10.000€ de la subvention DRAC sont reportés sur les prochains exercices pour supporter l'augmentation de cette charge.

Les comptes annuels de l'exercice 2022 ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de 345.642 euros.

Le compte de résultat affiche un total produits de 624.042 euros et un total charges de 610.998 euros, dégageant ainsi un résultat de 13.045 euros.

L'exercice considéré débute le 01/01/2022 et finit le 31/12/2022.

Il a une durée de 12 mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation.
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- Indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté en 2022.

### Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition et toutes amorties selon le mode linéaire. Le matériel spécifique est amorti sur la durée de l'exploitation du spectacle. Les autres immobilisations corporelles sont amorties sur 3 ans.

Immobilisations corporelles	Brut	Amortiss. provisions	Net au 31/12/2022
Installations techniques, mat. & out. industriels	29 778	20 198	9 581
215300   Installations à caractère spécifique	10 401		10 401
215500   Outillage industriel	19 378		19 378
281500   Amort. - Instal., mat. et out. Indust.		20 198	-20 198
Autres immobilisations corporelles	4 313	4 313	
218300   Matériel de bureau et informatique	4 313		4 313
281800   Amort. - Autres immob. corporelles		4 313	-4 313



## Immobilisations financières

Il s'agit de parts détenues dans une autre société. Ces titres sont comptabilisés à leur valeur d'acquisition. L'évaluation a été effectuée, aucune dépréciation n'a été constatée.

Filiales et participations	Plus de 50%	Entre 10% et 50%	Moins de 10%
Capital			250
Réserves et report à nouveau			
Quote-part du capital détenue			
Valeur comptable brute			
Valeur comptable nette			
Prêts et avances			
Cautions et avals donnés			
Chiffre d'affaires HT			
Résultats			
Dividendes encaissés			

## Créances

Les créances sont valorisées à la valeur nominale. Le risque de non-paiement est analysé individuellement, tout risque d'insolvabilité d'un débiteur étant provisionné à hauteur du risque encouru.

5 010 euros de créances ont plus d'un an.

Créances	Net au 31/12/2022	A un an au plus	A plus d'un an
Créances clients, usagers et comptes rattachés	45 795	45 795	
411000   Cits-Usagers	17 464	17 464	
418100   Cits-Usagers - Factures à établir	28 331	28 331	
Personnel	96	96	
421000   Personnel (Regroupement)	96	96	
Etat et autres collectivités publiques	25 575	25 575	
444000   Etat - Impôts sur les bénéfices	16 991	16 991	
445620   T.V.A. sur immobilisations	747	747	
445660   T.V.A. déductible	2 073	2 073	
445670   Crédit de T.V.A. à reporter	4 721	4 721	
445860   T.V.A. sur FNP	1 043	1 043	
Autres créances	84 010	79 000	5 010
441000   Etat - Subventions à recevoir	84 010	79 000	5 010

## Trésorerie

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale. L'association détient un compte courant et un livret A.

Un fond de caisse est constitué datant d'un retrait de 2018.

Trésorerie	Net au 31/12/2022	Net au 01/01/2022
Disponibilités	180 334	257 603
512100   Compte courant	155 514	232 445
512200   Livret A	24 771	25 108
531000   Caisse du siège	50	50

## Fonds propres

Les fonds propres sont positifs à hauteur de 158.644 euros.

Fonds propres	Net au 31/12/2022
Report à nouveau	145 599
110000   Report à nouveau (solde créditeur),	145 599
Excédent ou déficit de l'exercice	13 045
Total des fonds propres (situation nette)	158 644

## Provisions pour risque & charges

Aucune provision n'est comptabilisée à la clôture.

## Dettes

Les dettes sont valorisées à la valeur nominale.

2 356 euros ont plus d'un an.

Dettes	Net au 31/12/2022	A un an au plus	A plus d'un an
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	39 889	38 889	1 000
401100   Fournisseurs (Regroupement)	32 825	32 825	
408100   Fournisseurs - Factures non parvenues	7 064	6 064	1 000
Dettes des legs ou donations	200	200	
466000   Droits d'auteur (Regroupement)	200	200	
- Personnel	12 525	12 187	338
421000   Personnel (Regroupement)	12 525	12 187	338
- Organismes sociaux	12 352	11 406	946
431000   Urssaf	3 618	3 618	
437100   Audiens	3 294	3 294	
437200   Pôle Emploi Cinéma Spectacle	1 299	1 299	
437400   Afdas	244	244	
437520   Maison des artistes	131		131
437530   Urssaf - DA	2 211	2 511	700
437810   Thalie santé	589	589	
437820   FNAS	725	725	
437840   Taxe apprentissage	115		115
437850   FCAP	125	125	
- Etat et Autres collectivités publiques	5 891	5 891	
445712   T.V.A. collectée 5,50 %	793	793	
445714   T.V.A. collectée 20,00%	376	376	
445870   T.V.A. sur FAE	4 722	4 722	
- Autres dettes fiscales & sociales	439	367	72
442100   Prélèvement à la source	108	108	
447200   Retenue à la source	331	259	72
Dettes sur immobilisations & comptes rattachés	4 481	4 481	
404000   Fournisseurs d'immobilisations	4 481	4 481	
Autres dettes	807	807	
467000   Frais (Regroupement)	807	807	

### Produits constatés d'avance

Lorsqu'une subvention ou un apport en coproduction inscrit au cours de l'exercice en produits n'a pas été utilisé en totalité, en cas de projets pluriannuels ou non débuté, l'engagement d'emploi pris par l'association est débité du produit et inscrit au passif du bilan en produits constatés d'avance.

	Attribution	Montant total	Report 2023	Report 2024
Ventes de prestations de services		88 356	33 356	55 000
706100   THEATRE DE BEAUVAISIS – APPORT COPROD VEPRES	2021	15 000		15 000
706100   OPERA DE ROUEN – APPORT COPROD VEPRES	2021	40 000		40 000
706100   OPERA DE ROUEN – APPORT CORPOD OREU	2019	15 000	15 000	
706100   CACCV (THEATRE IMPERIAL) – APPORT COPROD OREU	2019	15 000	15 000	
708000   LA FONDATION ROYAUMONT – COPROD RESIDENCE VENTEM	2021	3 356	3 356	
Concours publics et subventions d'exploitation		48 750	7 050	15 010
740300   DDFIP SOMME – PLAN DE RELANCE DRAC FONC	2020	25 000		10 000
740600   SUBV. SPEDIDAM OREU	2020	7 050	7 050	
740700   SUBV. CNM VEPRES	2021	10 000		3 000
740700   SUBV. CNM WINT	2021	6 700		2 010

### Fiscalité

Les activités de l'association sont fiscalisées.

Un crédit d'impôt pour dépenses de production de spectacles vivants musicaux portant sur deux projets est en cours de traitement.

	Net au 31/12/2022
Etat et autres collectivités publiques	16 991
444000   Etat - Impôts sur les bénéfices	16 991
Impôts sur les bénéfices	-16 991
695100   Impôts dus en France	-16 991

## Fiches immobilisations

MIROIRS ETENDUS

Période du 01/01/2022 Au 31/12/2022

Avec les immobilisations sorties

Code immo.	Descriptif	Date d'achat	Valeur d'achat	Immo. sortie	Amort. antérieur	Dotation de la période	Cumul des amortissements	Valeur résiduelle	Taux d'amort.
2017-01	THOMANN - CLAVIER NORD LEAD A1	14/09/2017	1 312,99	Non	1 312,99		1 312,99		25,00
2017-02	THOMANN - CARTE SON	23/11/2017	1 423,49	Non	1 423,49		1 423,49		25,00
2018-05	THOMANN - AKG C414 XLS STREO SET	01/10/2018	1 387,50	Non	1 127,36	260,14	1 387,50		25,00
2018-06	TAPAGES ET NOCTURNES - CONSOLE NUMERIQUE YAMAHA QL	13/12/2018	12 061,01	Non	9 196,51	2 864,50	12 061,01		25,00
2019-07	THOMANN - CLAVIER DOEPFER	05/01/2019	1 203,33	Non	899,15	300,83	1 199,98	3,35	25,00
2019-08	RYTHMES & SONS - FLIGHT RANGEMENT	07/01/2019	1 382,00	Non	1 030,74	345,50	1 376,24	5,76	25,00
2019-09	THOMANN - THON ROADCASE YAMAHA	11/01/2019	607,50	Non	451,42	151,88	603,30	4,20	25,00
2022-11	RENAISSANCE & RESTAURATION - FABRICATION STRUCTURE	01/10/2022	6 666,67	Non		833,33	833,33	5 833,34	50,00
2022-12	GERRIETS - CYCLO EN PLASTIQUE	22/12/2022	3 734,00	Non				3 734,00	50,00
	<b>Total du compte 215000 :</b>		<b>29 778,49</b>		<b>15 441,66</b>	<b>4 756,18</b>	<b>20 197,84</b>	<b>9 580,65</b>	

2019-10	APPLE - IPHONE XR	15/12/2019	590,83	Non	402,63	188,20	590,83		33,33
2017-03	APPLE - MAC BOOK PRO	20/06/2017	1 874,17	Non	1 874,17		1 874,17		33,33
2017-04	APPLE - MAC BOOK PRO	27/11/2017	1 848,00	Non	1 848,00		1 848,00		33,33
	<b>Total du compte 218300 :</b>		<b>4 313,00</b>		<b>4 124,80</b>	<b>188,20</b>	<b>4 313,00</b>		

	<b>Total général :</b>		<b>34 091,49</b>		<b>19 566,46</b>	<b>4 944,38</b>	<b>24 510,84</b>	<b>9 580,65</b>	
--	------------------------	--	------------------	--	------------------	-----------------	------------------	-----------------	--

## CRÉDIT D'IMPÔT POUR DÉPENSES DE PRODUCTION DE SPECTACLES VIVANTS

(Article 220 *quindecies* du code général des impôts)

Exercice du 01/01/2022 au 31/12/2022

### FICHE D'AIDE AU CALCUL

Cette fiche permet de calculer le crédit d'impôt par exercice et par spectacle vivant musical ou de variétés puis le montant global du crédit d'impôt pour l'entreprise

**Ce formulaire ne constitue pas une déclaration. Il n'a pas à être transmis spontanément à l'administration. La déclaration des réductions et crédits d'impôt n° 2069-RCI-SD constitue le support déclaratif du crédit d'impôt production de spectacles vivants.**

#### Délivrance de l'agrément

Titre du spectacle	Orphée et Eurydice
Date de réception par le ministre chargé de la culture de la demande d'agrément provisoire	03/05/2019
Date de délivrance et numéro de l'agrément provisoire	02/03/2020 - 19271
Date de délivrance et numéro de l'agrément définitif <sup>1</sup>	02/03/2023

#### Répartition des dépenses entre les sociétés de coproduction agissant dans le cadre d'une coproduction déléguée

% des dépenses engagées dans l'œuvre par la société	1	
---	---	--

#### I - DÉPENSES ENGAGÉES AU TITRE DE L'EXERCICE OUVRANT DROIT AU CRÉDIT D'IMPÔT <sup>2</sup>

Salaires et charges sociales afférents au personnel permanent directement concerné par le spectacle <sup>3</sup>	2	
Rémunération, incluant les charges sociales, du ou des dirigeants correspondant à leur participation directe à la création et à l'exploitation du spectacle <sup>4</sup>	3	
Salaires et charges sociales afférents aux artistes et techniciens affectés au spectacle <sup>5</sup>	4	40133
Rémunérations, droits d'auteurs, honoraires et prestations versés à des personnes physiques ou morales ayant contribué directement au spectacle <sup>6</sup>	5	
Redevances versées aux organismes de gestion collective des droits d'auteur au titre des représentations de spectacle	6	
Frais de location de salles de répétition et de salles de spectacles	7	
Frais de location de matériels utilisés directement ou indirectement dans le cadre du spectacle ou à des fins d'accueil du public	8	900

<sup>1</sup> Les entreprises concernées disposent d'un délai de trente-six mois à compter de l'agrément provisoire de leurs spectacles vivants pour obtenir l'agrément définitif. Par dérogation, l'article 80 de la loi de finances pour 2022 prolonge le délai d'obtention de l'agrément définitif de quinze mois pour les spectacles ayant obtenu leur agrément provisoire entre le 1er juillet 2019 et le 2 juin 2021. Les entreprises qui bénéficient de la prolongation du délai pour obtenir leur agrément définitif doivent reverser la fraction du crédit d'impôt obtenu au titre des dépenses exposées antérieurement à la période de trente-six mois qui précède la date de délivrance de l'agrément définitif ;

<sup>2</sup> En cas de coproduction, porter la totalité des dépenses pour le spectacle.

<sup>3</sup> Directeurs artistiques, directeurs de production, directeurs musicaux, directeurs de la communication ou des relations publiques, directeurs de la commercialisation, responsables des relations publiques ou de la communication, administrateurs de production, de tournée ou de diffusion, conseillers artistiques, coordinateurs, chargés de production, de diffusion ou de commercialisation, répétiteurs, collaborateurs artistiques, attachés de production ou de diffusion, attachés de presse ou de relations publiques, responsables de la billetterie, gestionnaires de billetterie, responsables de placement, chargés de réservation, attachés à l'accueil, agents de billetterie et d'accueil, webmasters.

<sup>4</sup> Cette rémunération est prise en compte dans l'assiette du crédit d'impôt dans la limite d'un plafond de 45 000 € par an. Elle n'est éligible au crédit d'impôt que pour les petites entreprises, au sens de l'article 2 de l'annexe I du règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission, du 17 juin 2014, déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité.

<sup>5</sup> Les rémunérations des artistes prises en compte pour le calcul du crédit d'impôt sont plafonnées à cinq fois le montant du salaire minimum conventionnel en vigueur.

<sup>6</sup> Graphiste, créateur de costumes, maquilleur, habilleur, coiffeur, couturier, accessoiriste, créateur de décors, créateur de lumières, créateur d'effets ou d'ambiances sonores, créateur de vidéo ou d'effets spéciaux, metteur en scène, chorégraphe.

Frais d'achat du petit matériel utilisé dans le cadre du spectacle ou à des fins d'accueil du public <sup>7</sup>	9	334
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles ou incorporelles utilisées exclusivement dans le cadre du spectacle	10	
Frais d'assurance annulation ou d'assurance du matériel directement rattachables au spectacle éligible	11	
Dépenses occasionnées lors de la tournée du spectacle <sup>8</sup>	12	5480
Dépenses nécessaires à la promotion du spectacle <sup>9</sup>	13	
Dépenses liées à la numérisation de tout ou partie du spectacle <sup>10</sup>	14	
Déduction des subventions publiques non remboursables reçues par l'entreprise calculées sur la base du rapport entre le montant des dépenses éligibles et le montant total des charges de l'entreprise figurant au compte de résultat	15	14926
Déduction des aides dites "tours supports" reçues par l'entreprise de la part du producteur phonographique et directement affectées aux dépenses éligibles au crédit d'impôt	16	
<b>Montant total des dépenses [somme des lignes 2 à 14 - montant lignes 15 et 16]</b>	17	31921
Montant des dépenses ayant ouvert droit au crédit d'impôt pour ce même spectacle au titre des exercices précédents	18	90942
<b>Montant total des dépenses plafonnées</b> <b>Si somme des lignes 17 et 18 est inférieure à 500 000 € : reporter le montant indiqué ligne 17</b> <b>Si somme des lignes 17 et 18 est supérieure à 500 000 € : indiquer (500 000 – ligne 18)</b>	19	31921

## II - CALCUL DU CRÉDIT D'IMPÔT RELATIF À CE SPECTACLE

### A - CRÉDIT D'IMPÔT DE L'ENTREPRISE EN L'ABSENCE DE COPRODUCTION

Montant du crédit d'impôt relatif à ce spectacle au titre de l'exercice (montant ligne 19 × 15 %) ou (montant ligne 19 × 30 %) si l'entreprise satisfait à la définition des micro, petites et moyennes entreprises prévue à l'article 2 de l'annexe I du règlement (UE) n° 651/2014 de la commission du 17 juin 2014.	20	9576
--	----	------

### B - CRÉDIT D'IMPÔT DE L'ENTREPRISE AGISSANT DANS LE CADRE D'UNE COPRODUCTION

Montant des dépenses de l'entreprise ouvrant droit au crédit d'impôt (pourcentage des dépenses de coproduction de l'entreprise mentionné ligne 1 x montant ligne 19)	21	0
Montant du crédit d'impôt au titre de l'exercice (montant ligne 21 × 15 %) ou (montant ligne 21 × 30 %) si l'entreprise satisfait à la définition des micro, petites et moyennes entreprises prévue à l'article 2 de l'annexe I du règlement (UE) n° 651/2014 de la commission du 17 juin 2014.	22	

<sup>7</sup> Il s'agit de matériel non immobilisé et utilisé exclusivement dans le cadre du spectacle éligible.

<sup>8</sup> Frais d'entretien et de réparation du matériel de tournée, frais de régie, frais de transport, frais de restauration et d'hébergement dans la limite d'un montant par nuitée fixé par décret, qui ne peut être supérieur à 270 € par nuitée. Le plafond est fixé à 270 € à Paris et dans les départements des Hauts-de-Seine, de Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne et à 200 € dans les autres départements.

<sup>9</sup> Dépenses engagées pour la création, la réalisation, la fabrication et l'envoi des supports promotionnels physiques ou dématérialisés, dépenses liées à la réalisation et à la production d'images permettant le développement de la carrière de l'artiste, dépenses liées à la création d'un site internet consacré à l'artiste dans le cadre du développement de sa carrière dans l'environnement numérique et dépenses engagées au titre de la participation de l'artiste à des émissions de télévision ou de radio.

<sup>10</sup> Frais d'acquisition des droits d'auteur des photographies, des illustrations et créations graphiques, ainsi que les frais techniques nécessaires à la réalisation de ces créations, les frais de captation (son, image, lumière), les frais d'acquisition d'images préexistantes, les cessions de droits facturés par l'ensemble des ayants droit, les frais correspondant aux autorisations délivrées par des exploitants de salles ou par des organisateurs de festivals, les dépenses de postproduction (frais de montage, d'étalonnage, de mixage, de codage et de matriçage), les rémunérations et charges sociales nécessaires à la réalisation de ces opérations ainsi que, dans le cadre d'un support numérique polyvalent musical, les frais de conception technique tels que la création d'éléments d'interactivité ou d'une arborescence ou le recours à des effets spéciaux.

### III - MONTANT DU CRÉDIT D'IMPÔT DE L'ENTREPRISE

#### A - SI LA SOCIÉTÉ A PRODUIT UN SEUL SPECTACLE OUVRANT DROIT AU CRÉDIT D'IMPÔT AU TITRE DE L'EXERCICE :

Montant du crédit d'impôt (report du montant ligne 20 ou 22)	23	9576
--	----	------

#### B - SI LA SOCIÉTÉ A RÉALISÉ PLUSIEURS SPECTACLES AU TITRE DE L'EXERCICE :

Titre du spectacle		Montant du crédit d'impôt <sup>11</sup>
- Orphée et Eurydice		9576
- Beethoven Wagner		7415
-		
-		
-		
-		
-		
-		
-		
-		
-		
-		
-		
-		
TOTAL :	24	16991
<b>Crédit d'impôt pour dépenses de production de spectacles vivants au titre de l'exercice pour l'entreprise</b> <i>Si montant ligne 24 est inférieur à 750 000 €<sup>12</sup>, porter le montant indiqué ligne 24 ; Si montant ligne 24 est supérieur à 750 000 €<sup>11</sup>, porter 750 000 €<sup>11</sup>.</i>	25	16991

### IV - UTILISATION DU CRÉDIT D'IMPÔT

Le montant du crédit d'impôt déterminé ligne 23 ou 25 doit être reporté sur la déclaration n° 2069-RCI-SD et sur le relevé de solde n° 2572-SD.

Les demandes de restitution du crédit d'impôt non imputé sur l'impôt sur les sociétés sont formulées sur l'imprimé n°2573-SD par voie dématérialisée ou sur l'imprimé n°2573-SD disponible sur le portail fiscal [www.impots.gouv.fr](http://www.impots.gouv.fr).

<sup>11</sup> Report de la totalité des montants déterminés ligne 20 ou 22 de la fiche de calcul pour chaque spectacle.

<sup>12</sup> Lorsque l'exercice est d'une durée inférieure ou supérieure à douze mois, le montant du plafond est diminué ou augmenté dans les mêmes proportions que la durée de l'exercice

## CRÉDIT D'IMPÔT POUR DÉPENSES DE PRODUCTION DE SPECTACLES VIVANTS

(Article 220 *quindecies* du code général des impôts)

Exercice du 01/01/2022 au 31/12/2022

### FICHE D'AIDE AU CALCUL

Cette fiche permet de calculer le crédit d'impôt par exercice et par spectacle vivant musical ou de variétés puis le montant global du crédit d'impôt pour l'entreprise

**Ce formulaire ne constitue pas une déclaration. Il n'a pas à être transmis spontanément à l'administration. La déclaration des réductions et crédits d'impôt n° 2069-RCI-SD constitue le support déclaratif du crédit d'impôt production de spectacles vivants.**

#### Délivrance de l'agrément

Titre du spectacle	Beethoven Wagner
Date de réception par le ministre chargé de la culture de la demande d'agrément provisoire	28/09/2020
Date de délivrance et numéro de l'agrément provisoire	29/01/2021 - 20488
Date de délivrance et numéro de l'agrément définitif <sup>1</sup>	

#### Répartition des dépenses entre les sociétés de coproduction agissant dans le cadre d'une coproduction déléguée

% des dépenses engagées dans l'œuvre par la société	1	
---	---	--

#### I - DÉPENSES ENGAGÉES AU TITRE DE L'EXERCICE OUVRANT DROIT AU CRÉDIT D'IMPÔT <sup>2</sup>

Salaires et charges sociales afférents au personnel permanent directement concerné par le spectacle <sup>3</sup>	2	
Rémunération, incluant les charges sociales, du ou des dirigeants correspondant à leur participation directe à la création et à l'exploitation du spectacle <sup>4</sup>	3	
Salaires et charges sociales afférents aux artistes et techniciens affectés au spectacle <sup>5</sup>	4	34485
Rémunérations, droits d'auteurs, honoraires et prestations versés à des personnes physiques ou morales ayant contribué directement au spectacle <sup>6</sup>	5	
Redevances versées aux organismes de gestion collective des droits d'auteur au titre des représentations de spectacle	6	
Frais de location de salles de répétition et de salles de spectacles	7	88
Frais de location de matériels utilisés directement ou indirectement dans le cadre du spectacle ou à des fins d'accueil du public	8	

<sup>1</sup> Les entreprises concernées disposent d'un délai de trente-six mois à compter de l'agrément provisoire de leurs spectacles vivants pour obtenir l'agrément définitif. Par dérogation, l'article 80 de la loi de finances pour 2022 prolonge le délai d'obtention de l'agrément définitif de quinze mois pour les spectacles ayant obtenu leur agrément provisoire entre le 1er juillet 2019 et le 2 juin 2021. Les entreprises qui bénéficient de la prolongation du délai pour obtenir leur agrément définitif doivent reverser la fraction du crédit d'impôt obtenu au titre des dépenses exposées antérieurement à la période de trente-six mois qui précède la date de délivrance de l'agrément définitif ;

<sup>2</sup> En cas de coproduction, porter la totalité des dépenses pour le spectacle.

<sup>3</sup> Directeurs artistiques, directeurs de production, directeurs musicaux, directeurs de la communication ou des relations publiques, directeurs de la commercialisation, responsables des relations publiques ou de la communication, administrateurs de production, de tournée ou de diffusion, conseillers artistiques, coordinateurs, chargés de production, de diffusion ou de commercialisation, répétiteurs, collaborateurs artistiques, attachés de production ou de diffusion, attachés de presse ou de relations publiques, responsables de la billetterie, gestionnaires de billetterie, responsables de placement, chargés de réservation, attachés à l'accueil, agents de billetterie et d'accueil, webmasters.

<sup>4</sup> Cette rémunération est prise en compte dans l'assiette du crédit d'impôt dans la limite d'un plafond de 45 000 € par an. Elle n'est éligible au crédit d'impôt que pour les petites entreprises, au sens de l'article 2 de l'annexe I du règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission, du 17 juin 2014, déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité.

<sup>5</sup> Les rémunérations des artistes prises en compte pour le calcul du crédit d'impôt sont plafonnées à cinq fois le montant du salaire minimum conventionnel en vigueur.

<sup>6</sup> Graphiste, créateur de costumes, maquilleur, habilleur, coiffeur, couturier, accessoiriste, créateur de décors, créateur de lumières, créateur d'effets ou d'ambiances sonores, créateur de vidéo ou d'effets spéciaux, metteur en scène, chorégraphe.



Frais d'achat du petit matériel utilisé dans le cadre du spectacle ou à des fins d'accueil du public <sup>7</sup>	9	
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles ou incorporelles utilisées exclusivement dans le cadre du spectacle	10	
Frais d'assurance annulation ou d'assurance du matériel directement rattachables au spectacle éligible	11	
Dépenses occasionnées lors de la tournée du spectacle <sup>8</sup>	12	2936
Dépenses nécessaires à la promotion du spectacle <sup>9</sup>	13	
Dépenses liées à la numérisation de tout ou partie du spectacle <sup>10</sup>	14	
Déduction des subventions publiques non remboursables reçues par l'entreprise calculées sur la base du rapport entre le montant des dépenses éligibles et le montant total des charges de l'entreprise figurant au compte de résultat	15	12794
Déduction des aides dites "tours supports" reçues par l'entreprise de la part du producteur phonographique et directement affectées aux dépenses éligibles au crédit d'impôt	16	
<b>Montant total des dépenses [somme des lignes 2 à 14 - montant lignes 15 et 16]</b>	17	24715
Montant des dépenses ayant ouvert droit au crédit d'impôt pour ce même spectacle au titre des exercices précédents	18	47760
<b>Montant total des dépenses plafonnées</b> <b>Si somme des lignes 17 et 18 est inférieure à 500 000 € : reporter le montant indiqué ligne 17</b> <b>Si somme des lignes 17 et 18 est supérieure à 500 000 € : indiquer (500 000 – ligne 18)</b>	19	24715

## II - CALCUL DU CRÉDIT D'IMPÔT RELATIF À CE SPECTACLE

### A - CRÉDIT D'IMPÔT DE L'ENTREPRISE EN L'ABSENCE DE COPRODUCTION

Montant du crédit d'impôt relatif à ce spectacle au titre de l'exercice (montant ligne 19 × 15 %) ou (montant ligne 19 × 30 %) si l'entreprise satisfait à la définition des micro, petites et moyennes entreprises prévue à l'article 2 de l'annexe I du règlement (UE) n° 651/2014 de la commission du 17 juin 2014.	20	7415
--	----	------

### B - CRÉDIT D'IMPÔT DE L'ENTREPRISE AGISSANT DANS LE CADRE D'UNE COPRODUCTION

Montant des dépenses de l'entreprise ouvrant droit au crédit d'impôt (pourcentage des dépenses de coproduction de l'entreprise mentionné ligne 1 x montant ligne 19)	21	0
Montant du crédit d'impôt au titre de l'exercice (montant ligne 21 × 15 %) ou (montant ligne 21 × 30 %) si l'entreprise satisfait à la définition des micro, petites et moyennes entreprises prévue à l'article 2 de l'annexe I du règlement (UE) n° 651/2014 de la commission du 17 juin 2014.	22	

<sup>7</sup> Il s'agit de matériel non immobilisé et utilisé exclusivement dans le cadre du spectacle éligible.

<sup>8</sup> Frais d'entretien et de réparation du matériel de tournée, frais de régie, frais de transport, frais de restauration et d'hébergement dans la limite d'un montant par nuitée fixé par décret, qui ne peut être supérieur à 270 € par nuitée. Le plafond est fixé à 270 € à Paris et dans les départements des Hauts-de-Seine, de Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne et à 200 € dans les autres départements.

<sup>9</sup> Dépenses engagées pour la création, la réalisation, la fabrication et l'envoi des supports promotionnels physiques ou dématérialisés, dépenses liées à la réalisation et à la production d'images permettant le développement de la carrière de l'artiste, dépenses liées à la création d'un site internet consacré à l'artiste dans le cadre du développement de sa carrière dans l'environnement numérique et dépenses engagées au titre de la participation de l'artiste à des émissions de télévision ou de radio.

<sup>10</sup> Frais d'acquisition des droits d'auteur des photographies, des illustrations et créations graphiques, ainsi que les frais techniques nécessaires à la réalisation de ces créations, les frais de captation (son, image, lumière), les frais d'acquisition d'images préexistantes, les cessions de droits facturés par l'ensemble des ayants droit, les frais correspondant aux autorisations délivrées par des exploitants de salles ou par des organisateurs de festivals, les dépenses de postproduction (frais de montage, d'étalonnage, de mixage, de codage et de matricage), les rémunérations et charges sociales nécessaires à la réalisation de ces opérations ainsi que, dans le cadre d'un support numérique polyvalent musical, les frais de conception technique tels que la création d'éléments d'interactivité ou d'une arborescence ou le recours à des effets spéciaux.

III - MONTANT DU CRÉDIT D'IMPÔT DE L'ENTREPRISE

A - SI LA SOCIÉTÉ A PRODUIT UN SEUL SPECTACLE OUVRANT DROIT AU CRÉDIT D'IMPÔT AU TITRE DE L'EXERCICE :

Montant du crédit d'impôt (report du montant ligne 20 ou 22)	23	7415
--	----	------

B - SI LA SOCIÉTÉ A RÉALISÉ PLUSIEURS SPECTACLES AU TITRE DE L'EXERCICE :

Titre du spectacle		Montant du crédit d'impôt <sup>11</sup>
- Orphée et Eurydice		9576
- Beethoven Wagner		7415
-		
-		
-		
-		
-		
-		
-		
-		
-		
-		
-		
-		
TOTAL :	24	16991
<b>Crédit d'impôt pour dépenses de production de spectacles vivants au titre de l'exercice pour l'entreprise</b> <i>Si montant ligne 24 est inférieur à 750 000 €<sup>12</sup>, porter le montant indiqué ligne 24 ; Si montant ligne 24 est supérieur à 750 000 €<sup>11</sup>, porter 750 000 €<sup>11</sup>.</i>	25	16991

IV - UTILISATION DU CRÉDIT D'IMPÔT

Le montant du crédit d'impôt déterminé ligne 23 ou 25 doit être reporté sur la déclaration n° 2069-RCI-SD et sur le relevé de solde n° 2572-SD.

Les demandes de restitution du crédit d'impôt non imputé sur l'impôt sur les sociétés sont formulées sur l'imprimé n°2573-SD par voie dématérialisée ou sur l'imprimé n°2573-SD disponible sur le portail fiscal [www.impots.gouv.fr](http://www.impots.gouv.fr).

<sup>11</sup> Report de la totalité des montants déterminés ligne 20 ou 22 de la fiche de calcul pour chaque spectacle.  
<sup>12</sup> Lorsque l'exercice est d'une durée inférieure ou supérieure à douze mois, le montant du plafond est diminué ou augmenté dans les mêmes proportions que la durée de l'exercice

2022	<b>COMPTE DE RESULTAT SIMPLIFIE DE L'EXERCICE (en liste)</b> <b>Extensions</b>	2033-B_1
------	---	----------

**B – Résultat fiscal**

Divers à réintégrer

Libellé	Montant

Divers à déduire

Libellé	Montant
CREDIT D'IMPOT SPECTACLE VIVANT 2022 - BEEWAG	7 415
CREDIT D'IMPOT SPECTACLE VIVANT 2022 - OREU	9 576